

## Mais que veut dire Christine Lagarde ?

Article rédigé par *Nicolas Bonnal*, le 13 novembre 2009

Je ne comprends pas ce que dit le ministre de l'Économie et des finances. Même si elle tient à dire le ministre à son sujet, j'ai beau faire des efforts, j'ai beau avoir fait plus d'études qu'elle et que tous les bacs+1 de ce gouvernement, croisé le fer avec Hegel, Héraclite ou Foucault, Popper, Mandelbrot ou Max Planck, je ne comprends pas ce qu'elle dit.

On dit d'ailleurs qu'elle parle mieux l'anglais que le français, et que c'est d'ailleurs pour cette anglophonie que l'américanophile de l'Élysée, qui ne s'attendait pas à la victoire d'Obama, l'a recrutée.

On doit aux services de Mme Lagarde d'accompagner un triplement du déficit budgétaire, une explosion de la dette publique, un effondrement industriel, une hausse du chômage, une hausse inouïe du déficit commercial et j'en passe... Mais on lui doit surtout une jargonnerie sans équivalent dans l'histoire de ce pauvre pays. Il faut remonter à la France de maître Pathelin, au Médecin malgré lui ou au mamamouchi pour retrouver une prose aussi ésotérique.

J'avais déjà été frappé par la technicité abstruse des deux hypercandidats entre les deux tours de 2007 : on aurait cru à un débat entre un conseiller financier en formation et un bureaucrate de l'Urssaf. Depuis, la technicité orwellienne de nos experts gouvernementaux trouve ici un débouché bien naturel : Les gens ne s'intéressent plus à la politique et ils lui tournent le dos.

Ce genre de phrases m'enchanté :

Pour soutenir les politiques de l'emploi, le fonds d'investissement social (FISO) sera doté en 2010 de 1,4 Md€. Et le dispositif Zéro charges pour les TPE sera maintenu...

J'aime bien aussi ce genre de choses :

...des flux intervenant entre la mission "Remboursements et dégrèvements" et la mission "Solidarité, insertion et égalité des chances" du budget général : l'entrée en vigueur du RSA se traduit en effet par de moindres dépenses pour la prime pour l'emploi (PPE) liées à l'augmentation des revenus des bénéficiaires du RSA, qui permettent un accroissement des dépenses de la mission "Solidarité, insertion et égalité des chances", sans effet sur le solde.

C'est bien dit. Il y a aussi cela :

La réforme de la TP est une réforme préparée par le Gouvernement et par les parlementaires pour lutter contre les délocalisations ; pour améliorer l'attractivité du territoire.

J'ai conscience que les collectivités locales ont aussi besoin de leurs financements. Nous ne réformerons pas la TP sans garantir l'autonomie financière et la stabilité des ressources des collectivités. La suppression de la part Équipements et Biens Mobiliers (EBM) de la TP devrait entraîner, pour les collectivités, un manque à gagner de 22,6 Mds€.

Moi j'ai conscience qu'il faut un décodeur pour comprendre Christine Lagarde, notamment quand elle jongle avec ses déperéquations et ses déterritorialisations qui détériorent tellement la langue de Voltaire et de Renan. Il nous faudrait un R2D2 comme dans la guerre des étoiles pour piger ce que dit le petit robot 6P0... Évidemment quand le roi est nu, on se retrouve devant le fatras de banalités convenues, énoncées dans un français de cours d'école : c'est ainsi qu'on lui doit aussi ce type de phrase qui serait digne du maire de Champagnac lors des comices agricoles :

Il ne sert à rien de se chamailler quand il est l'heure de travailler. On dirait du Johnny Hallyday. Il y a aussi

cela : Il n'est plus temps de laisser du temps au temps. Le temps, ça se gagne. Comme l'argent, dirait le candidat de 2007... Avec ces péroraïsons dignes de La Palice, le pays de Guizot, de Benjamin Constant ou du général de Gaulle n'a qu'à bien se tenir... Je terminerai par cette cerise sur le gâteau :

La charte de budgétisation a pour objet de s'assurer que tout mouvement de dépense (ou de recettes) ayant pour objet d'accroître (ou de diminuer) le niveau de la dépense publique, que ce soit directement ou indirectement, est bien pris en compte dans l'évolution de la dépense et ne sera pas considéré comme une "mesure de périmètre", non comprise dans la norme de dépense, c'est-à-dire une simple réimputation au sein du budget de l'État ou un simple transfert entre l'État et une autre entité.

Comme un des Dupont, je dirais même plus... Non, je ne dirais rien de plus !

\*\*\*